

Dans mon shaker havanais

Par Francis Rosemond (La Havane, 5/02/2013)

Cuba ¿« en línea con el mundo »?

Cuba utilise pour Internet la voie –lente et chère- du satellite depuis 1996. Avec une largeur de bande par seconde entre 65 et 124 mégabits.

Toute modification du canal nécessite une licence du ...Trésor américain.

Par ailleurs, bloqué ou embargo oblige, les Etats Unis ont interdit l'exploitation par Cuba du câble de fibre optique entre Miami et Cancun, qui passe seulement à une trentaine de km des côtes cubaines. Les limitations à l'accès à Internet à Cuba s'expliquent en premier lieu par ces deux paramètres : le coût élevé des transmissions par satellite et l'absence jusqu'ici d'alternative via la fibre optique. S'ajoute la politique ajustée des autorités cubaines qui accordent la priorité des connexions à toutes les institutions et centres de travail qui les nécessitent. Soit « un usage social » et non individuel.

Depuis l'été 2011, le câble sous marin de fibre optique (1) entre le Venezuela et Cuba (Siboney et d'Aguadores près de Santiago de Cuba), via la Jamaïque, de 640 gigabits de sortie, a été annoncé comme « opérationnel » par la partie vénézuélienne. Long de 1600 km, il a été mis en place afin d'améliorer du côté cubain le système des télécommunications et de multiplier la capacité d'accès à Internet. Des spécialistes cubains avancent que la vitesse de transmission de tous les types de fichier pourrait être multipliée par 3.000.

ETECSA, l'entreprise de Télécommunications de Cuba, faisait savoir (Granma, 24/01/2013) que « commencent des essais pour le trafic d'Internet, par le câble sous marin Alba-1 ».

« Depuis le 10 janvier 2013, les essais de qualité de trafic ont été entrepris, afin de normaliser cette voie de communication. Une fois terminée cette étape d'essais, la mise en opération du câble sous-marin n'impliquera pas automatiquement la multiplication des possibilités d'accès », précise ETECSA, entreprise 100 % cubaine.

« Des investissements dans l'infrastructure interne de communications seront nécessaires au même titre que des ressources en devises, destinées au paiement du trafic d'Internet, avec l'objectif de parvenir à l'accroissement graduel (paulatino) d'un service que nous offrons aujourd'hui en grande partie gratuitement et avec des objectifs sociaux ». Le communiqué de ETECSA ne précise pas le calendrier des opérations mentionnées.

Récemment, le ministère de l'Informatique et des Communications (MIC) avait indiqué qu'existe la volonté politique de poursuivre l'extension de l'accès à « la red de redes » (internet), cela dans l'optique principale du « bénéfice collectif » et de « la disponibilité des moyens ». Selon des informations non confirmées, ce seraient des aléas étrangers au projet technologique lui-même qui auraient retardé les premiers essais de qualité du câble.

Le pays par ailleurs dispose déjà d'une épine dorsale à haut débit entre ses principales villes. Le service Wifi est accessible notamment dans quelques grands hôtels de l'Ile, après l'achat d'une carte d'une heure (8 devises Cuc) ou de cinq (35),

pour tous ceux qui utilisent leur ordinateur, tablette, i-phone... Pour les autres, ces hôtels mettent des ordinateurs à la disposition des clients d'Internet. Il n'est pas exclu que courant 2013, d'autres standards Wifi soient installés dans le pays, au bénéfice de n'importe quel usager.

Dans un second temps, sans qu'une date puisse être avancée, l'internet rapide pourrait être accessible très progressivement au domicile de l'utilisateur. Ces prestations seront payables en devises CUC. Il pourrait se passer ce que le pays a connu avec le téléphone mobile (celular) ou l'ordinateur. Soit une mise sur le marché du jour au lendemain...prenant tout le monde par surprise.

(1)- Le câble a été posé à des profondeurs de plus de 6 000 mètres par le navire câblé français « Ile de Batz ». Dans le projet et l'exécution, ont œuvré deux sociétés françaises, Alcatel Submarine Networks et la société de conseil AXIOM.

+++

632 présidents de coopératives agricoles ont été remplacés ou libérés de leurs fonctions.

« Une coopérative ne peut bien fonctionner que si ceux qui la dirigent la dirigent bien », a dit l'autre jour le président de la ANAP, Association nationale des Petits Agriculteurs, Félix Gonzalez Viego, pour qui ce postulat est aujourd'hui incontournable quand on sait que la production agricole est devenue un secteur hautement prioritaire, dans une époque où Cuba importe chaque année pour près de 2 milliards de dollars de produits alimentaires, qui dans leur majorité pourraient être produits dans le pays. Le ministre de l'Agriculture, Gustavo Rodriguez Rollero a annoncé que seront suivies de très près particulièrement les productions de lait, haricots, maïs, entre autres productions.

632 présidents de coopératives ont été remplacés ou libérés de leurs fonctions. Sans autre information. Il n'y a pas une seule explication...manque de rigueur, de savoir-faire, de discipline, etc. Comme l'indiquait le même jour un responsable provincial de la ANAP « nous avons pu récupérer du personnel pour travailler dans les coopératives, mais les dirigeants, eux, se forment ...le bon cheval ne se trouve pas par hasard sur le chemin » (el caballo bueno no anda suelto en el camino)

Le secteur agricole n'est pas le seul touché par ce type de mesure. Il est à prévoir que, progressivement, les cadres (cuadros) qui ne sont pas à « la hauteur », qui n'obtiennent pas les résultats attendus, qui sont soupçonnés et accusés de délits, comme « la corruption », quelle qu'en soit l'envergure, seront remplacés et libérés de la même manière.

L'Inspection des Finances au travail

Le 1^{er} février, le quotidien Juventud Rebelde titrait page 8 « Ano importante en la lucha contra la corrupción », relatant de récents travaux de l'Inspection générale des Finances du pays. La dernière (en date) « Vérification nationale de Contrôle Interne (Comprobación de Control Interno) effectuée du 29 octobre au 30 novembre 2012, et portant sur 234 entités économiques, révèle que 34 % de ces inspections ont un bilan négatif quant à leur gestion générale et leurs mécanismes de contrôle, en contradiction avec « les niveaux d'ordre et de discipline », requis dans l'étape actuelle de « l'actualisation du modèle économique cubain ». Ce mauvais chiffre s'explique principalement par « l'insuffisance d'évaluations des

opérations par les instances de direction» et « l'absence d'analyse régulière, avec les travailleurs, des objectifs économiques et du budget de l'entreprise ».

Quelque 420 mesures disciplinaires ont été prononcées, dans les cas où des « violations » (violaciones) ont été détectées. Dix « faits délictueux présumés » ont été identifiés. Gladys Bejerano, Inspectrice générale et vice-présidente du Conseil d'Etat, a précisé lors d'une conférence de presse: « *Nous n'avons pas détecté ces cas dans tout le pays, mais dans notre seul échantillon. Ca ne veut pas dire que ne peuvent pas se produire chaque jour d'autres faits de cette nature. Ce qui est alarmant c'est que la Vérification (Comprobación) a été annoncée en temps voulu, que tous connaissaient et qui n'a pris personne par surprise. Et pourtant on a découvert des irrégularités, ce qui veut dire que dans ces entreprises il y avait un niveau d'impunité et de désordre préoccupants* ».

« *2013 est une année décisive dans la lutte contre la corruption* », par l'intensification des actions de prévention et d'affrontement (*enfrentamiento*) des indisciplines, illégalités et faits de corruption. « *Il ne s'agit pas de rêver, en pensant que plus aucun fait de ce type n'existera, mais nous devons faire en sorte qu'ils disparaissent comme phénomène* ».

++++

« Le comble, le sommet de la sourde oreille »

Sous le titre « *El colmo del desentendimiento* » (on n'a jamais fait mieux dans, littéralement, le désintérêt ou l'indifférence) l'ami journaliste José Alejandro Rodríguez, JAR (du quotidien Juventud Rebelde) a tiré le 20 janvier (page 4), le bilan 2012 de son indispensable rubrique « *Acuse de Recibo* » (Accusé de Réception, le courrier des lecteurs).

JAR n'est jamais qu'un messenger attentif et rigoureux entre des lecteurs avec leurs doléances (*quejas, denuncias*) et les institutions concernées (ministères, Pouvoir Populaire, Instituts, comme celui du Logement). « *Le plus regrettable est que les réponses institutionnelles aux réclamations publiées sont en recul, au point de ne porter que sur 66 % d'entre elles* ». Le meilleur chiffre fut enregistré en 2009 avec 87,7 % de réponses. Depuis, ce pourcentage n'a cessé de baisser. « *En 2012, avec une différence de plus de 21 points, on atteint le comble de la sourde oreille* » (el colmo del desentendimiento). La courbe avait été ascendante entre 2004 et 2009 (de 26 à 87,7 %).

Commentaires de JAR : « *Le plus préoccupant est que ce chiffre atteint ce niveau alors qu'en raison des changements et chambards (vuelcos) en jeu, Cuba a besoin de suivre, comme jamais, les états (estados) de l'opinion populaire et les prendre en compte, afin d'amplifier les voies démocratiques et la participation des citoyens* ». Il poursuit : « *Cela nous révèle aussi à quel point un grand nombre de structures de direction sont imprégnées de ces méthodes verticalistes déjà inopérantes et aveugles, genre j'ordonne et je commande (ordeno y mando), des embrouillaminis bureaucratiques et des pratiques de contrôle sans effet, mais selon lesquelles tout va bien* » (que lo dan todo como sentado).

Selon le bilan de JAR, 21 % des doléances, plaintes, réclamations portent sur la question « *angustiante* » du logement. Suivent les innombrables questions sur le travail dans tous ses domaines, puis vient le paquet de lettres sur le médiocre niveau des services dans le commerce et la restauration, etc, etc, etc. La liste est longue. On y

trouve le téléphone, la distribution d'eau, l'électricité, le système bancaire, les transports...

Donc en 2012 66 % des réclamations publiées ont reçu des réponses et elles ont été publiées. Mais quel est le contenu de ces réponses ? José Alejandro Rgz précise en substance : dans les réponses, on observe un recul quant à l'analyse des causes, l'incapacité de prévoir et contrôler les faits, au point d'aller à la remorque des réclamations, la tendance à justifier les problèmes par des facteurs externes à l'institution.

JAR ajoute en conclusion : sans oublier « *un zèle extrême pour soigner « l'image » de l'institution publiquement, mais non pour attaquer les maux à leurs racines* ». Il arrive souvent que « *des mesures disciplinaires et administratives soient prises, surtout vers le bas (hacia abajo) et bénignes. Dans d'autres cas, même ces mesures ne sont pas précisées, preuve que l'information est occultée* ».

Et comme toujours, José Alejandro Rodriguez tient à préciser : « *chaque lecteur tirera ses conclusions personnelles. Notre colonne continuera d'accompagner en 2013 le citoyen dans ses « affres et besoins » et aussi dans sa joie (gozo) chaque fois qu'il trouvera une histoire exemplaire (edificante) dans la meule de foin (pajar) des problèmes* »

++++

Leonardo Padura à prix d'or

Le lecteur des aventures de Mario Conde et de « *L'homme qui aimait les chiens* » n'a pas attendu que Leonardo Padura soit récompensé par « *el Premio Nacional de Literatura 2012* » pour collectionner tout ce qui porte sa signature. C'est un bon placement, dans tous les sens du terme. Dès l'annonce qu'un nouveau Padura vient d'être publié, le public se précipite et en quelques heures, le (faible) tirage est épuisé. D'autant plus que « le phénomène » Padura est pour le public cubain, appelé parfois, comme ailleurs, grand public, relativement récent. A peine savait-il que depuis plusieurs années, il était particulièrement apprécié en France, devenant, pour le grand public hexagonal, un très grand auteur cubain.

Les Editions Métailié battaient d'une large tête l'éditeur cubain de Padura. Dans la catégorie « roman ». Mais Padura n'est pas seulement romancier. Il a toujours été journaliste, dès ses débuts avec stylo à la main, et jusqu'à aujourd'hui même. Plutôt sur le net. Voir le site de InterPressService (IPS).

Si les amateurs cubains de Padura ont déploré, à l'occasion, la « pénurie » de ses livres, ils doivent se féliciter des hasards de l'édition qui a mis sur le « marché » deux livres de recueil de ses articles (une sélection entre 2004 et 2012). Mais où les trouver ? Je ne les trouvais pas dans trois ou quatre librairies en pesos-monnaie nationale. Il restait la solution des bouquinistes de la Plaza de Armas, dans la Vieille Havane, mais qui vendent en pesos convertibles (un CUC=24 pesos, monnaie nationale), hors de portée du budget moyen cubain.

Je trouvais pour 8 CUC (un prix au rabais) « *La Memoria y el Olvido* », Editorial Caminos, 2011, 277 pages, La Havane, près de 80 textes publiés à l'origine dans la revue « *Cultura y Sociedad* » de IPS et par le *Servicio Mundial de Columnistas* de

cette agence. Ces textes portent sur des thèmes littéraires et culturels, mais également sur la vie quotidienne à Cuba.

Je trouvais pour 12 CUC (prix également au rabais) « *Un Hombre en una Isla* », « *Cronicas, ensayos y obsesiones* », Ed. Sed de Belleza, Santa Clara, 315 pages, 45 textes environ. Les thèmes sont culturels au sens le plus large. Une vingtaine de textes sont communs aux deux livres.

+++

Le très populaire *reguetón* : respecter la liberté de création tout en luttant contre « les vulgarités »

Le genre musical « *reguetón* », issu du rap et hip-hop cubains, ne plait pas à tout le monde. Les détracteurs jugent son contenu trop souvent « *médiocre, agressif et obscène* ». Mais pour les autorités compétentes il ne s'agit pas de « *censurer* ». Une commission du ministère de la Culture travaille sur le sujet, afin de préserver « *la promotion du bon goût* », sans pour autant établir « *un décalogue d'interdictions* », concernant en premier lieu le « *reguetón* » (ou reggaetón) et certains programmes audiovisuels, où « *la vulgarité* » et « *l'absence de valeurs* » domineraient. D'ores et déjà, a annoncé l'IRT (Institut de Radio et Télévision), les « *grossièretés* » (chabacanerias) seront bannies à la télé, à la radio et dans les vidéo-clips. Pour son président, Danilo Sirio, l'IRT doit refléter « *la réalité du pays* », plaidant en faveur de « *lo cubano* » dans la programmation.

A Cuba, le *reguetón* est LA musique des moins de trente ans, les rappeurs sont nombreux, l'Agence cubaine de Rap a dix ans, le mouvement hip-hop sa revue « *Movimiento* », ce n'est pas une mode, des disques sont produits, ils sont bons ou ils sont nuls, on danse sur du *reguetón* en plein centre de La Havane, on l'appelle le « *perreo* », qui a de beaux jours devant lui...On peut ne pas aimer.

On n'a pas fini d'entendre parler du *reguetón*. En attendant on continuera d'entendre du *reguetón*. A bord d'un taxi, d'un bus, dans une cafeteria, en « *la calle* » (la rue) en général...Ou venu des baffles de votre jeune voisin.

+++

La santé publique, c'est gratuit, tout est gratuit, mais elle a un coût...

Ca va mieux en le disant, en l'écrivant noir sur blanc.

Dans le courant de 2012, le quotidien Granma a publié une douzaine d'encadrés particulièrement parlants : « *Tu servicio de salud es gratuito, pero cuanto cuesta ?* » A gauche, une liste de (au total) de quelque 130 prestations, de la simple consultation chez le « *médecin de la famille* » aux opérations les plus sophistiquées, en passant par la radiologie, la prothèse dentaire, l'hospitalisation, l'IRM, la thérapie intensive, etc.

A droite le coût réel de chaque prestation. Une « *consulta* » a un coût de 25, 32 pesos (monnaie nationale), le coût le plus élevé est celui d'une greffe du cœur, 163.856... Un examen IRM 807, 61 pesos, un accouchement 349,45 pesos, une opération de la cataracte 2101 pesos, un « *profil diabétique* » 125, 93, une radiothérapie de 30 séances 1885, 23 pesos, etc. Un examen du cholestérol ne coûte que 13,94 pesos.

Dans le dernier encadré « *Pourquoi nous publions ces données ?* », il est rappelé que la santé a été un pilier du système socialiste cubain depuis janvier 1959, une priorité confirmée dans les résultats obtenus depuis 53 ans et ce malgré des moments

économiques de grande difficulté. « *Tout cela a été rendu possible car le système cubain de la santé est unique, gratuit et accessible à l'ensemble de la population* »

Aujourd'hui, poursuit l'Encadré, « *il est fondamental (resulta vital) de faire connaître les calculs que le Ministère de la Santé Publique a élaborés et d'informer la population sur le coût minimum de tous les services, en partant d'exemples précis, avec l'objectif qu'elle ait la pleine conscience que ces services sont gratuits et accessibles à tous, en raison de la justice sociale de la Révolution* ».

« *Ils sont gratuits, mais ils ont un prix, ils coûtent* » (son gratuitos, pero cuestan). C'est mieux en l'écrivant noir sur blanc. A toutes fins utiles.

+++

Foot VS Base ball

Ernestico est un jeune de 21 ans, qui me racontait l'autre jour qu'il était un « fan » de football, comme tous ses potes. Du football cubain Ernestico ? – Non non du foot mondial, en premier lieu du foot européen et plus précisément celui du Barça et du Real. Le niveau du championnat national est plus que bas, il est tombé à la 165 e place dans le ranking de la FIFA. Aucun intérêt.

Les « clasicos » espagnols sont suivis à la télé cubaine par des centaines de milliers de personnes, les jeunes dominant.

Ernestico et ses potes savent tout sur l'actualité du foot international de haut niveau, et celle des championnats nationaux européens. Ils ont suivi tous les matches de la Coupe d'Europe de 2012, souvent en direct (avec le décalage horaire, à partir de midi, heure locale). Ernestico me posait des questions sur le retour de *Gourkouf*, il voulait savoir pourquoi Iguain, du Real, est un international argentin, alors qu'il est né à Brest... Ernestico -- son idole c'est Messi, 4 fois Ballon d'Or-- n'a pas d'accès à Internet, mais lui et ses potes ont leurs « réseaux ».

(petite) enquête faite sur cette nouvelle passion croissante chez les Cubains, la première explication est bien sûr l'attrait du niveau international, la qualité technique des retransmissions et des commentaires, le tout d'origine étrangère, la fascination, ici comme ailleurs, pour les stars du foot, le choix est donc d'abord (et exclusivement?) footballistique. On est pour le foot de haut niveau. Point.

Certains l'expliquent en réaction contre le niveau du « sport national », le base-ball, « la pelota ». Qui est en chute libre. D'où une désaffection réelle d'un bon nombre d'amateurs. Pas mal de « vieux » parmi ceux là résistent encore, se rendant aux stades ou suivant la pelota à la télé. La pelota cubaine encaissa le coup le plus dur quand en 2011, les Pays-Bas remportèrent pour la première fois et face à l'équipe de Cuba la finale d'une des deux « Copa mundial » existantes.

Déjà en 2007, les Etats Unis avaient mis fin à une série de neuf victoires de Cuba en finales de l'une ou l'autre des fédérations. D'autres experts en *beisbol nacional* regrettent l'absence sur les chaînes cubaines de toute retransmission de championnats nationaux étrangers.

+++

Déclaration de Josefina Vidal, Directrice des Etats Unis du MINREX [ministère des Relations extérieures]

« Les Etats Unis pourront toujours compter sur la disposition du peuple et du Gouvernement de Cuba pour travailler en faveur de l'avancée [*avance*] des relations bilatérales. Il est regrettable que le président Obama continue d'être mal conseillé et informé sur la réalité cubaine et sur le sentiment de son propre peuple, qui souhaite une normalisation de nos liens [*vínculos*]. Cuba est un pays qui change et avance. La seule chose qui n'ait pas changé en 50 ans est la politique des Etats Unis.

La Habana, 1 de febrero de 2013 » (traduction de F.R.)

Cette déclaration sous forme de mise au point (sans autre information ou commentaire) a été publiée dans le quotidien "Granma" dans un encadré, page 2.

+++

En bouclant mon « Dans mon shaker ... », alternatif, libre de droits, pris sur le vif, sans but lucratif, *exonéré de collusion avec les gros medias dominants* (le 4 e pouvoir), *qui ne sont jamais que des latifundia médiatiques, avides de pouvoir et de profit, travaillant dans la dictature de l'urgence, générant une insécurité informative et pour qui l'information est une vulgaire marchandise*, j'avais le sentiment de me situer comme un modeste acteur du 5 e pouvoir. Un simple acteur. Mais du 5 e pouvoir.

Je ne sais plus où, entre Paris, Caracas, La Havane ou Madrid, Ignacio Ramonet avait eu juste le temps de me lancer dans le hall d'un aéroport : « *Le 5 e pouvoir, mon pote, le 5 e pouvoir* ». A toutes fins utiles. (fr/mp).